

**PREMIÈRES JOURNÉES DOCTORALES SUR
LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**
organisées par le GIS *Participation du public, décision, démocratie participative*
Lyon, 27-28 novembre 2009

**PRATIQUES DÉMOCRATIQUES AU SEIN DES ORGANISATIONS DE
« DESOCUPADOS » EN ARGENTINE DURANT LES ANNÉES 1990**

Pia Valeria RIUS*
EHES-CEMS/ IRD-UMR201
piavrius@yahoo.com.ar.

Resumé :

L'observation des différents espaces de décision et d'information au sein de certains mouvements des travailleurs *desocupados* (MTD)¹, -assemblées générales, réunion des *productivos*², réunion d'atelier-, créés en Argentine durant les années 1990, permet de saisir le fonctionnement particulier des groupes. En effet, contraints par les conditions de chômage, et l'exigence de contrepartie³ posée par la politique sociale, les groupes mettent en œuvre des ateliers de travail autogérés. Nous tenterons de restituer la manière dont les organisations redéfinissent d'une part la notion des droits, grâce au développement d'un savoir-faire individuel, faisant appel à des formes de reconnaissance propres aux membres. Ils semblent instituer des normes à partir desquelles l'activité concerne non seulement la productivité mais également le militantisme et l'autogestion, la vie politique et associative. Les modes de fonctionnement en assemblée peuvent-ils engendrer des transformations sous le mode de vivre ensemble ? Selon nos observations, la réponse à une telle interrogation n'est pas univoque. Néanmoins, les groupes analysés semblent parvenir à formuler des « causes » plus générales capables d'inscrire des transformations institutionnelles.

Introduction :

Les transformations sociales qui ont acquis de la visibilité à l'occasion des grandes crises, comme celle de l'Argentine en 2001, constituent un terrain d'expérimentation qui concerne toutes les sociétés avancées d'aujourd'hui⁴. Dans cet article, nous souhaitons étudier les différents espaces de décision⁵ créés par certains mouvements des travailleurs *desocupados* (MTD)⁶, situés dans la banlieue sud de Buenos Aires (le *Gran Buenos Aires* -GBA)⁷. Au sein

* Nous remercions le Prix Saint Simon à l'EHESS qui a rendu possible notre recherche de thèse dans laquelle s'inscrit cet article et la Bourse de Soutien au Doctorant à l'IRD.

¹ La traduction de la dénomination que se sont attribués les acteurs est problématique. Les particularités de la situation locale nous amènent à garder le terme espagnol de MTD organisation ou mouvement de *desocupados*.

² C'est ainsi que les membres ont baptisé les réunions des animateurs de plusieurs ateliers de travail –notamment des cantines, menuiserie, atelier de couture.

³ Il s'agit de réaliser entre quatre et six heures de travail par jour des activités d'« utilité sociale » dans des associations à but non lucratif ou des espaces de la Mairie.

⁴ Pour une analyse historique de ses épisodes nous renvoyons à l'ouvrage coordonné par Boyer et Neffa (2005).

⁵ L'enquête a eu lieu entre 2002 et 2005 auprès des organisations des travailleurs *desocupados* du Sud de *Gran Buenos Aires* (GBA) –organisations indépendantes entre elles et non nécessairement politiquement associées-. Il s'agit des MTD (*Movimientos de Trabajadores Desocupados*) de Berisso, Berazategui, Esteban Echeverria et Florencio Varela. Nous les remercions pour la confiance qui nous a été accordé.

⁶ MTD - *Movimiento de Trabajadores Desocupados* pourrait être traduit par Mouvement de Travailleurs au Chômage. Néanmoins, dans le contexte institutionnel français, le chômeur possède un statut particulier. La

de ces mouvements, les acteurs mettent en œuvre des activités quotidiennes et contestent la situation de chômage dans laquelle ils sont plongés.

Les études sur les mouvements de *desocupados* s'interrogent sur la nouveauté de ce sujet. S'agit-il d'un mouvement de travailleurs ou d'un nouvel acteur ? Le lien entre travail et identité s'inscrit dans ces approches de manière privilégiée, ce qui tend à négliger les multiples pratiques qui recouvrent le seul terme, travail. A partir de cette approche les informations concrètes sur les formes d'autogestion, les modes de valorisation multiples, les possibilités et les moyens effectifs de rémunération des membres des organisations de *desocupados*, demeurent oubliées. En effet, contraints par l'exigence de contrepartie⁸ posée par la politique sociale (PTT- Programmes de Travail Temporaire), les groupes mettent en œuvre des *proyectos productivos*. Ils semblent instituer des normes par les membres eux-mêmes. Ayant pris pour repère un contexte (de chômage) sur lequel ces pratiques sont contrastées ou adaptées, elles mettent en œuvre des solutions qui apparaissent par tâtonnements successifs. L'activité concerne non seulement la productivité mais également le militantisme et l'autogestion.

L'approche développée s'appuie sur une vision large de l'activité, notamment inspirée de la conceptualisation de l'activité humaine développée par Hannah Arendt (1983). L'activité distingue selon cet auteur trois dimensions : 1) celle du travail (activité de l'*animal laborans* la reproduction de la vie biologique et matérielle), 2) celle de l'œuvre (la création personnelle d'*homo faber* qui transforme la matière en matériaux, c'est la dimension de projets destinés à rendre le monde habitable) et 3) celle de l'action, en tant que *praxis* (la participation, la vie politique et associative, domaine essentiellement du langage, de la coordination). Cette vision intègre ainsi l'activité humaine non seulement dans sa dimension d'obtention, de production et de gestion des ressources (travail), mais aussi de la vie personnelle et créative et de la participation à la vie politique et associative. Nous disposons, de la sorte, d'une vision élargie de l'activité qui permet de dépasser les injonctions à la productivité.

Fonctionnant sous forme d'assemblées⁹, certaines organisations de *desocupados*, notamment des MTD s'engagent à développer une dynamique démocratique au sein du groupe. Le pari étant de rompre avec une certaine « culture du clientélisme », attribuée aux rapports des secteurs populaires au politique, au profit du développement d'un savoir-faire individuel permettant l'accès aux « droits ». Pour ce faire, les organisations redéfinissent d'une part la

situation de la population ici est, au contraire, très instable et les allocations, considérées des programmes de travail temporaire (PTT), sont accordées non seulement en fonction de la situation de chômage, mais aussi en fonction des revenus et de la composition du foyer. Par ailleurs, il existe en Argentine un *seguro de desempleo* destiné aux travailleurs ayant cotisé dans le système prévisionnel, soit 50,5% de la population active en 2003 et 55,5 en 2006 –selon l'INDEC (*Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*). Aussi, une grande partie des membres des MTD sont des femmes ayant une faible expérience sur le marché de travail. Ces particularités nous amènent à garder le terme espagnol de MTD ou organisation ou mouvement de *desocupados* afin d'éviter de réaliser des traductions non valables.

⁷ Les transformations économiques des années 1990 dans la banlieue de Buenos Aires sont dominées entre autre par les privatisations de plusieurs entreprises étatiques, la désindustrialisation et la concentration de poches de pauvreté. Contrairement à ce qui se passait lors des premiers *piquetes* en 1996 dans la province de Neuquén, la plupart des blocages à partir de 2004 durent quelques heures. Pour une étude de l'ensemble des organisations nous renvoyons à (Svampa et Pereyra, 2004).

⁸ Il s'agit de réaliser entre quatre et six heures de travail par jour des activités d'utilité sociale dans des associations à but non lucratif ou des espaces de la Mairie.

⁹ Les principes de base de ces organisations sont au nombre de quatre : la participation aux assemblées, la participation aux actions collectives, la participation aux projets de travail et la contribution à un fond commun pour les membres qui perçoivent les PTT avec des cotisations allant de 2 à 6 pesos.

notion des droits – faisant appel à des formes de reconnaissance propres aux membres et élaborent des stratégies multiples en relation aux autorités locales et nationales.

Changement social : la revendication des droits

L'évocation du droit est appuyée sur l'expérience d'une société qui a connu le plus haut degré de salarisation de l'Amérique Latine¹⁰. Cette réalité composée de pratiques interactionnelles, autorisant transmission entre les générations, permet de produire ce que Michel Métayer (2001) qualifie de « processus de responsabilisation » ou « d'appel à la responsabilité », qui peuvent être considérées à la fois comme des pratiques d'ordre moral mais aussi comme des modes d'expression, de consolidation et de transformation du lien social.

Le passage par ses organisations semble rendre possible un processus de responsabilisations identifiant les causes sociales du chômage. En ce sens, la formulation des objectifs des membres des mouvements relatifs au « bon travail » évoluent en fonction de leur participation aux collectifs. Au sein des MTD, l'objectif pourrait être considéré comme un travail sujet aux normes communes et non à la volonté d'un individu.

Formes d'autogestion

D'après les organisations indépendantes étudiées ici, le défi consiste à éviter de se transformer en simples administrateurs des PTT au nom des autorités -tout en répondant aux contrôles effectués par le gouvernement. Nous voyons les organisations se transformer dans cette négociation avec l'Etat : elles constituent des associations et des coopératives pour avoir un statut juridique. En même temps, elles déclenchent des projets productifs dont le principal donneur de fonds est l'Etat, permettant notamment d'acheter des machines et des matières premières¹¹. L'allocation, et donc la prestation qu'elle exige en contrepartie, est considérée comme étant un travail, et l'expression de non-travail renvoi à ceux qui n'accèdent pas à l'allocation. Dans l'usage, celle-ci peut être désignée comme étant un « salaire » et sa contrepartie, comme un « poste de travail »¹². Dans ce même sens, dans cette opération de recherche collective de travail, la figure de *desocupado* est abandonnée au profit de la figure du *travailleur-desocupado*.

Les formes d'organisation du travail au sein des groupes paraissent s'inscrire dans le cadre d'une conception du travail « glorifié ». C'est le cas, notamment, de l'effort physique et intellectuel qui consiste à être présent lors des activités assignées. Le fait de consacrer un certain temps, que ce soit au sein d'une cantine ou en participant à une assemblée générale ou à une réunion de *productivos*, ou aux rencontres avec les autorités ou autres organisations sont autant des activités appréciées que du travail. Ainsi, les activités propres à la vie associative apparaissent valorisées par leur considération en tant que travail.

¹⁰ Au début des années 70, 70% de la population active était salariée (Becaria et Lopez, 1996). Ceci est peut-être présent dans l'imaginaire des militants âgés de plus de 40 ans et a été transmis aux plus jeunes membres.

¹¹ Les premiers micro-projets productifs sont mis en place, sans le soutien de l'Etat, à partir des ressources apportées par les membres des organisations et des dons. Ils se multiplient dans la plupart des organisations à partir de la création des programmes gouvernementaux, notamment le programme *Manos a la obra* en 2004, qui s'appuie sur l'ancien programme *Redes de produccion local* (conçu comme un programme de soutien aux ONG de développement local).

¹² C'est le cas du MTD Fcio. Varela. En revanche, d'autres organisations tentent d'éviter cette forme de légitimation des PTT et avertissent leurs membres que l'on peut seulement avoir « un poste de lutte », notamment le MTD de Lanus et de Solano.

De ce fait, les organisations de *desocupados* tentent de produire, à l'intérieur même du mouvement, des pratiques de valorisation de leurs membres en les considérant comme des travailleurs –en tant que sujets de droit- et, en même temps, d'établir des principes normatifs de ce que devraient être, d'après leurs attentes, des conditions de travail dignes ayant pour horizon une législation qui s'éloigne de plus en plus des pratiques et des conditions de travail vécues.

Les critères des organisations

Les règles de fonctionnement établies à l'intérieur des organisations évoquent la législation du travail et l'usage qui en est fait au sein des projets de travail : ainsi, entre autres exemples, l'allocation est parfois considérée comme un salaire, notamment lorsque l'augmentation de l'allocation est évoquée sous la forme d'une « augmentation du salaire ».

Dès lors que l'individu commence à percevoir le PTT, il doit accomplir la contrepartie au sein d'un projet du quartier. Sa présence et ses absences sont soumises à des normes établies localement par les organisations. Les participants de chaque projet établissent les horaires de fonctionnement de celui-ci et le temps de présence exigé de chacun des membres. En fonction du type de projet et du nombre de personnes qui y participent, la présence peut très fortement varier, soit deux heures par jour tous les jours (un groupe du goûter dans lequel travaillent six membres accueillant une vingtaine d'enfants), trois heures par jour trois fois par semaine (une boulangerie dans laquelle travaillent 10 membres mais qui ne commercialisent pas le produit) ou trois ou quatre heures par jour tous les jours (des cantines ou des jardins potagers). Ses accords sont établis par ceux qu'y travaillent en fonction de la possibilité et du besoin du travail ; ils ne sont pas validés par les autorités. Les membres ont le droit, par ailleurs, à des « congés ». Aussi, leurs absences doivent être justifiées par une ordonnance du médecin ou en désignant un proche afin qu'il puisse remplacer la personne absente. La création de ces normes de fonctionnement surgit au fil du temps et comme une forme de traitement adéquat à des situations précises. C'est ce que nous révèle un membre manifestant son désaccord face à une *nouvelle* norme qui remet sa propre conduite en question :

« Avant ce critère n'existait pas, maintenant je suis ici et je ne peux plus être là. C'est comme cela. On invente des règles »¹³

Le changement de la règle ou la création d'une nouvelle règle apparaît comme une source de mécontentement. Néanmoins, étant établie par l'assemblée, ce membre se voit contraint de l'accepter. Il s'agit de l'impossibilité d'utiliser les espaces communs de travail pour des activités familiales. Plus que d'une nouvelle règle, il s'agit du rappel d'une pratique ignorée par ce membre qui vient de déménager dans le quartier. Ces décisions, issues des assemblées, tentent de délimiter les usages possibles de l'espace et les règles de vivre ensemble à respecter, y compris en présence des non-membres des organisations. Elles semblent nous orienter vers l'hypothèse selon laquelle les liens établis au sein des organisations de *desocupados* ne se limitent pas à l'obtention des moyens de subsistance. Au sein des quartiers, les discussions déchiffrent le comportement attendu des uns et des autres au sein des espaces collectifs, ce qui tendrait à détacher ses activités du simple ordre privé pour

¹³ Octobre 2006. Faisant partie de l'organisation depuis sa création, le rappel à l'ordre est assez mal vécu. La confusion est peut-être la résultante de deux changements survenus dans les conditions de travail. Celui du membre, qui vient d'un autre quartier, et celui de l'organisation qui a rendu l'espace où fonctionnait la cantine à sa propriétaire. Il compte, à présent, avec une petite cuisine qui fonctionne à côté de l'atelier de travail de la menuiserie dont l'utilisation était réservée à ceux qui y travaillaient.

confronter et établir des normes de vivre ensemble. Ainsi, l'activité du travail - le travail fourni au sein de cette menuiserie - est couplée avec une dimension normative, dans cet exemple sur l'utilisation des espaces communs, validée par l'assemblée qui est reconnue, en dépit du malaise éprouvé, comme le lieu de décision ultime.

Assemblée générale : un espace d'information et de « production » de confiance.

Le déroulement de l'entretien avec Luis et Graciela¹⁴ permet à ses époux –habitants du GBA- de développer des nuances dans leurs opinions respectives sur la participation dans les organisations de *desocupados*. En effet, d'après des membres comme Graciela, les manifestations demeurent –peut-être malgré elle– nécessaires à l'obtention des allocations. Rappelons que la présence aux manifestations est (dans le cas de l'organisation où elle participe, le MTD A Veron) une forme d'obligation qui est contrôlée au moyen de l'établissement de listes de présence pendant celles-ci¹⁵. Alors que pour les non-membres, les manifestations apparaissent à tout le moins « irritantes », sinon « de la folie »¹⁶.

Néanmoins, au cours de l'entretien, Graciela profite de ce dialogue pour revenir sur des faits que l'on « oublie souvent », estime-t-elle. Elle rappelle, d'une part, que les membres des MTD accèdent à davantage des ressources que celles obtenues via le PTT – notamment à travers les cantines et la distribution des colis alimentaires. Ce premier rappel demeure inscrit, cependant, dans la même logique de calcul économique que celle exposée par son mari. Elle enchaîne en nous rapportant l'assemblée, ce qui lui permet d'évoquer une autre différence, à savoir une forme d'égalité entre les membres :

L'autre jour, Lucas a dit [pendant l'assemblée] que les colis n'arrivaient pas. Il *explique* pourquoi les colis n'arrivent pas. Il n'est pas question de stocker... peut-être il y en a des colis, mais on ne les a pas distribués parce qu'il n'y en a pas assez [pour tous les membres] On ne veut pas que les colis arrivent dans un quartier et non pas dans un autre, si nous sommes tous pareils¹⁷

C'est une prise de parole qui restitue le rapport avec Lucas, le dirigeant du MTD A Veron. Il apparaît exprimé sous la forme d'un rapport direct et empreint de confiance, un mode de communication au sein des assemblées. Le dirigeant répond aux problèmes soulevés.¹⁸ Il « explique » aux membres les raisons pour lesquelles « les colis n'arrivent pas » dans les quartiers et les foyers. Graciela, pour sa part, semble être informée du fait que le MTD possède une certaine quantité de nourriture que l'on n'aurait tout de même pas distribuée. Le dirigeant ne l'a pas expliqué en détail durant l'assemblée car les membres l'ont appris via les délégués. Cette donnée fait partie du fonctionnement habituel de l'organisation. Le déroulement de l'assemblée atteste de la réalité d'une certaine communication effective entre les membres et avec les délégués et dirigeants. Les membres *savent* qu'il y a de la nourriture

¹⁴ Nous avons rencontrée Graciela durant une manifestation du MTD. En 2005 elle nous a accueillis chez elle. Dans la première part de la journée Luis est absent mais dès qu'il arrive, Graciela nous présente et le dialogue se poursuit. En certains moments les PTT ont été le seul revenu stable du foyer. Les noms des interviewés présentés ici sont fictifs. Ayant pris en compte le point de vue des membres de base nous avons rattaché les propos aux contextes dans lequel ils se produisent.

¹⁵ Cette différence par rapport à d'autres réseaux a trait à la modalité de participation.

¹⁶ C'est ainsi que les ont caractérisée d'autres membres, y compris une jeune déléguée.

¹⁷ Graciela (quarante ans), elle n'a pas d'expérience d'activité associative avant sa participation au MTD, 2005.

¹⁸ Un des délégués le lui rappelle, la questionne et ensuite Lucas évoque le sujet. La manière dont le dirigeant évoque le problème pendant l'assemblée générale suggère qu'il s'agit d'une réponse à un problème soulevé par les délégués lors des réunions préparatoires.

stockée, ils *savent* pourquoi elle n'a pas été distribuée et ils *estiment* qu'ils seraient rapidement informés si l'un des quartiers venait à subir un traitement différent des autres. Si la communication n'est pas sans défaillances et demeure à l'origine de bien des problèmes et dissensions entre les membres au sein des réseaux, il n'en reste pas moins vrai qu'en règle générale, c'est l'efficacité qui domine dans le fonctionnement. Alain Cottreau (1992) met en avant la notion de présomption d'innocence en tant que nécessaire vecteur de citoyenneté, préalable au vivre ensemble démocratique. L'assemblée apparaît comme le lieu où cette qualité citoyenne est mise à l'épreuve. Les informations sont confirmées ou bien écartées comme des rumeurs ce qui semble primordial pour maintenir le rapport de confiance vis-à-vis des autres membres, considérés comme *compañeros*, ainsi que les dirigeants. La nature de l'espace associatif ou corporatif, citoyen ou clientéliste, des appartenances volontaires ou coercitives, actualisent notre débat au quotidien à partir de l'expérience des acteurs au sein de ses espaces collectifs.

Sur ces ressources, le dirigeant ne semble pas rendre compte aux seules autorités mais aussi et fondamentalement aux membres du réseau. A partir des intentions que Graciela prête au dirigeant, l'existence du stock et les raisons du stockage, son récit montre qu'elle lui témoigne de la confiance. C'est pour éviter un traitement inégal que l'on aurait évité d'anticiper la distribution des colis. Cette forme de réponse délivrée face à l'assemblée, à laquelle le dirigeant rend compte de ses décisions, est souvent difficile à restituer si l'on réduit l'assemblée à un espace d'information de décisions déjà adoptées par les dirigeants des organisations. Il s'agit, en dépit du nombre de participants à cette assemblée de plusieurs centaines de membres, d'un espace de validation des paroles circulant au sein de l'organisation ainsi qu'un lieu d'expression – parfois de confiance, mais aussi de mécontentement – qui exposent les membres.

L'action représente, selon Hannah Arendt, une catégorie proprement politique. Elle comporte la « révélation de l'agent dans l'action et la parole » (1996, 231). Sous le mode de l'indignation, confrontée à l'insensibilité des autres, de ses voisins, - peut-être aussi de son mari-, l'intervention de cette femme au cours de l'entretien révèle le moment politique comme une critique des relations auxquelles sont soumis les autres titulaires des PTT, ce qui les distingue des membres des MTD. Elle parle alors en termes de justice et de reconnaissance par l'égalité du traitement des différents membres. Le processus de communication établi au sein de l'assemblée est apporté comme une preuve de cette différence. La compréhension de l'assemblée comme le moment de distinction en tant qu'action politique souligne le caractère éphémère de celle-ci. En effet, la parole du dirigeant semble conforter les malaises que les délégués perçoivent dans leur activité quotidienne.

L'expérience subjective ne semble pas être suffisamment pertinente, ici, pour être brandie publiquement comme une raison d'agir. C'est du moins ce que nous constatons pendant l'entretien de Graciela en compagnie de son mari. Graciela formule d'abord les critères audibles, comme le calcul économique des bénéfices obtenus à travers des mobilisations, pour expliquer celles-ci. Ils coïncident avec l'argument de son mari, non-membre. Il s'agirait là d'une forme de contournement des prescriptions qui restreignent les possibilités des femmes au seul travail domestique ou à un travail à temps partiel. Une prise de parole proche de ce que Danièle Kergoat (1988, 143) rapporte comme étant une « attitude de conformisation »¹⁹.

¹⁹ La sociologue évoque de la manière suivante les tensions entre les pratiques non-conformes et les « attitudes de conformisation » : « pour avoir la paix avec leurs maris – nous dit Kergoat- et les hommes en général, elles [les ouvrières] trouvent bien plus facile de faire comme si elles reprenaient à leur compte les stéréotype

Cette notion permet de mettre en exergue le malaise produit par l'activité politique de la femme dès lors qu'elle participe à l'action collective mais encore davantage lorsque les femmes s'engagent en tant que militantes et déléguées dans le fonctionnement de l'organisation. Les possibilités offertes par la participation au MTD ne semble pas modifier dans ce cas les prescriptions de la division du travail masculin et féminin mais pourvoit, pourtant, en éléments susceptibles de rendre possible des comportements effectifs autres que ceux attendus et des justifications qui le rendent –relativement- légitimes.

En ce sens, les femmes excèdent, de fait, le rôle qui leur est conféré par l'espace du foyer et le rôle reproductif lorsqu'elles participent à une assemblée mais aussi à l'activité collective. Néanmoins, les attentes à leur égard ne semblent pas transformées radicalement. Ce n'est qu'au sein des organisations que ces activités sont considérées comme étant pleinement légitimes.

Les sacrifices et efforts physiques consentis pendant les actions collectives (longues marches, journées entières consacrées à cette activité, parfois aussi l'argent dépensé pour les déplacements), ne semblent pas fournir une légitimité qui les rendrait équivalents au travail pour les non-membres de l'organisation. Luis, le mari de Graciela, l'assimile à de l'« exposition » à un certain risque. Elle réclame le droit d'entrer dans le domaine public et de participer, de reconnaître l'influence des MTD sur les décisions politiques les concernant. Or, ces interventions suggèrent une plus grande réticence à accepter un changement de la définition du rôle des femmes dans la reproduction de la famille. Selon ce point de vue, Graciela peut participer à la construction des mouvements dans l'espace public, mais dans la seule mesure où elle ne néglige pas ses obligations vis-à-vis de sa famille. Dans ce contexte, l'activité politique des femmes apparaît non seulement comme un excès, mais aussi comme une limite dont la transgression, de fait, ne rencontre pas une justification convaincante pour les non-membres, y compris quand, comme dans le cas de Luis, ils sont témoins et partis prenantes des changements produits.

Les modes de fonctionnement en assemblée peuvent-ils engendrer des transformations au-delà de l'espace de l'organisation elle-même, sous le mode de vivre ensemble ? La réponse à une telle interrogation n'est pas univoque. Les membres des organisations et surtout ses militants ont une réponse optimiste. En dépit des limites qu'ils peuvent reconnaître à leur action, ils considèrent qu'ils sont « plutôt démocratiques » et qu'ils parviennent à surmonter la « logique clientéliste ».

En revanche, les médias tendent à produire une représentation homogène des différentes organisations de *desocupados*, à partir de l'analyse de manifestations publiques comme de simples « démonstrations de force » destinées à faire valoir la quantité des membres afin de contrôler un plus grand nombre d'allocations et donc de ressources publiques.

En dépit des débats intervenus au sein des organisations de *desocupados* sur les transformations sociales et politiques qui seraient à l'origine des taux de chômage élevés, ces explications ne sont pas toujours évoquées lors des entretiens. Certes, la responsabilité des autorités est pointée lors de chacune des mobilisations et elle est intégrée en tant que telle, mais elle n'est pas le seul argument invoqué. Souvent, les *desocupados* repoussent vers les autres, leurs voisins ou certains membres des organisations, les motifs de la stigmatisation qui rendent l'individu suspect d'être un fainéant –*vago*- ou de vouloir « vivre des allocations ».

notamment sur le salaire des femmes. Reste qu'elles n'en pensent (ou plutôt qu'elles n'en font...) pas moins ! » (H. Hirata, D. Kergoat, 1988).

L'expérience subjective semble positive à l'intérieur de l'organisation, mais difficile de se rendre légitime pour les non-membres des MTD. L'observation de plus près du fonctionnement de l'autogestion nous permettra de déceler le rapport entre les membres des différentes hiérarchies au sein des MTD et saisir les possibilités de ces organisations d'engendrer des transformations dans l'espace public.

Des réunions qui montrent les hiérarchies existantes

La réunion de *productivos* commence par la constitution de l'ordre du jour. Participent à cette réunion les membres et délégués des différents projets *productivos* mis en œuvre dans différents quartiers où fonctionnent les MTD. Selma²⁰, une référente expérimentée, rappelle deux questions à traiter et interroge Lorena, qui répond à l'aide de son cahier, et d'autres participants sur les thèmes à traiter. Lorena, une jeune diplômée, en lit plusieurs et d'autres sont proposés par les responsables des ateliers et délégués. Un délégué souligne que le *compañero* de l'autocar, un homme dans la cinquantaine, debout à ses côtés, doit partir assez vite et qu'il faudrait rapidement évoquer son sujet. Le responsable de l'atelier des enfants, un jeune homme quelque peu timide, fait un signe de la main et sollicite le même traitement.

Le premier sujet traité est celui de l'autocar. L'ancien chauffeur d'autocar rapporte les difficultés survenues lors du dernier voyage, vers la province de Santa Fe (1000 KM). Des réparations effectuées sur le bus²¹ le retard de son collègue de voyage –qui n'a pas d'expérience dans le métier- et celui des passagers (les membres des organisations du FPDS). Un temps d'attente trop long s'avère nuisible pour les conducteurs qui doivent conduire des heures durant. Un troisième chauffeur devrait se joindre à eux. Il s'adresse à l'assemblée mais, surtout, à Selma. Selma demande aux délégués qui sont là si parmi les camarades, quelqu'un souhaiterait se former pour travailler comme chauffeur. Mais personne ne se déclare parmi les membres des différents MTD. L'homme explique les tentatives de recrutement infructueuses, son récit argumente sur la nécessité de recruter un troisième collègue en dépit de l'absence de candidat parmi les membres des MTD. Enfin, il propose la solution d'un ancien collègue, ce qui est accepté. Selma lui rappelle –sur un ton amical- qu'il devra venir aux assemblées et aux réunions de *productivos* pour se familiariser avec leur fonctionnement.

C'est au tour de la boulangerie du quartier. Elle ne fonctionne pas à temps plein car le raccord électrique n'est pas performant. Le four électrique risque de s'abîmer. A chaque fois qu'il est allumé, les voisins sont privés de courant. Laura, référente de la boulangerie, présente le sujet, mais ses *compañeras* apportent des précisions. Selma s'interroge sur les voisins, qui sont aussi concernés par le problème. Chela, déléguée du quartier, explique la composition de ce quartier en train de se former, tout en avançant que les voisins sont solidaires du problème. Alberto, un jeune référent du MTD de Villa Elisa (ville voisine située à 25Kms de là où se tient la réunion) propose de faire une manifestation devant la Mairie pour exiger la régularisation de la situation dans le quartier. D'après lui, à la Mairie, « nous n'existons pas » et il convient de leur faire savoir qu'ils sont là. Cela leur permettrait de régler également la situation énergétique. Il propose d'utiliser le modèle d'un autre MTD pour fournir un projet d'urbanisation complète.

²⁰ Selma a fait ses premières expériences politiques au cours des années soixante-dix, au sein des organisations liées au Péronisme « de base ». Bien qu'elle ne revendique pas une appartenance partisane, elle retrouve une continuité entre son activité actuelle et les principes qui guidaient son action dans sa jeunesse.

²¹ Le bus a été acheté par le FPDS. A chaque voyage, les organisations s'acquittent d'une somme qui est fonction des passagers. L'autocar peut également servir pour des voyages autres que ceux des organisations du FPDS. Le prix de ceux-ci est plus onéreux.

Chela n'est pas d'accord sur le fait qu'ils n'existeraient pas. Ils ont déjà effectué des démarches favorables à l'ouverture des rues et « peut-être dans un tout petit bout de papier mais nous sommes là ». La proposition de se mobiliser ne semble pas intéresser. Chela énumère les contacts déjà pris, les rendez-vous auprès de l'entreprise prestataire de services et de la Mairie qui semblent se renvoyer mutuellement la responsabilité de la situation. Selma intervient pour rappeler qu'avant toute manifestation, il est nécessaire de bien préparer le dossier, et de s'accorder, également, avec les voisins, sur une proposition concrète pour que cela aboutisse²².

La réunion se poursuit traitant des différents sujets. Souvent, il s'agit d'informer les évolutions d'une activité. Le jeune homme explique le résultat de l'atelier de hip-hop des enfants qu'il anime et avec lequel il a participé à un festival. Andres intervient sur l'atelier de sérigraphie, composé de trois *compañeros*, et revient, notamment sur la première « vente »²³ de t-shirts lors d'une activité culturelle du quartier. Heroldo le fait à propos de la menuiserie ; Valéria, de l'atelier des bougies, explique qu'ils auront besoin d'une gazinière propre car celui prêté par la boulangerie consomme trop. D'autres *compañeros* proposent des solutions car ils ne disposent pas de ressources pour en acquérir un. Les sujets sont traités ; mais ils ne sont pas votés. Les propositions émanant de la réunion des *productivos* seront ensuite discutés dans le cadre des assemblées de chaque atelier. Vers la fin, les *compañeros* de mesa commencent à arriver. La réunion a débordé –de deux heures- et certains sujets n'ont toujours pas été traités. Avant de partir (pour certains) ou d'entamer la prochaine réunion, Sebastian donne la parole à une étudiante en agronomie qui est arrivée entre-temps « les *compañeros* de l'Union des étudiants d'Agronomie ont une proposition à nous faire » dit-il. Les champs de maïs sont prêts pour la récolte. La céréale ne sera pas utilisée par l'université. Elle leur propose de les récolter en une journée de travail et utiliser le maïs en le distribuant à différentes cantines populaires et fermes des MTD. Les membres de ce productif ne sont pas présents, mais les délégués des quartiers vont les prévenir. Il y aura par ailleurs une Journée des étudiants d'agronomie avec des étudiants issus de toutes les écoles du pays qui seront logés dans les installations de l'université. Elle souhaite savoir s'ils pourront compter sur les ustensiles des cantines des MTD pour deux repas collectifs. Il s'agirait d'un vendredi soir et d'un samedi midi. Tout les *compañeros* sont, par ailleurs, invités à la fête qui aura lieu le vendredi soir.

Pendant qu'elle parle, son regard retient notre attention. Elle se dirige d'abord vers Selma. Celle-ci l'écoute, mais regarde vers le bas. L'étudiante cherche son interlocuteur avec le regard. Un à un, les jeunes déclinent à se poser comme interlocuteurs et baissent les yeux. Sebastian qui lui a donné la parole est à ses côtés, il est le dernier à en faire de même. Son camarade est quelques pas derrière-elle et il n'intervient pas. Lui aussi regarde par terre. Personne n'interrompt son récit, pose des questions. Quand elle finit, quelques secondes de silence suivent. Elles sont coupées par Selma qui regardant autour d'elle demande aux présents, « alors, qu'est-ce que vous en dites ? ».

Si le regard peut-être considéré comme un indicateur de l'ascendant qu'exerce un référent sur le groupe, cette scène semble bien illustrer le malaise éprouvé quant, à l'impossibilité, de fait,

²² Quelque deux semaines plus tard, « les voisins » ont organisé une manifestation devant la Mairie de Berisso. Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées, notamment les voisins du quartier et des membres du MTD de Berisso et du FPDS.

²³ L'atelier de sérigraphie est composé de trois ou quatre membres selon le moment. Au cours de cette activité, ils ont inscrit leurs designs sur des t-shirts qui ont été apportés par les assistants à la journée culturelle. Le don d'argent était volontaire.

d'exercer jusqu'au bout le principe d'horizontalité. Selma semble refuser de représenter, de s'appropriier ou d'exercer à elle seule, la volonté collective. L'enjeu des propositions n'est pas en soi décisif. Il s'agit de propositions qui n'apparaissent guère problématiques aux yeux des membres. Les coopérations avec les étudiants d'Agronomie sont nombreuses et connues, surtout dans cette réunion à laquelle participent, majoritairement, des délégués et référents assidus de cet espace et de la « table de coordination ». Les interventions, lorsqu'elles ont lieu, sont favorables à l'acceptation des propositions ou plutôt de leur relais dans les quartiers avec un avis, en principe, favorable. Ce déni, ne se limite pas au moment de l'écoute mais aussi, au moment où l'intervention de l'étudiante s'achève. Selma laisse passer quelques secondes avant d'intervenir. Alors qu'elle lève la tête, tous la regardent. Ils attendent son intervention. D'ailleurs, elle s'exprime pour encourager les membres présents à se prononcer. Au cours de la réunion, c'est sa voix et les propositions qu'elle soutient qui sont prises en compte, et que l'on peut donc assimiler à une décision, faute de vote bien qu'elle ne parle pas de manière impérative. Le déni de prise de la place de dirigeant s'est érigé comme un enjeu qui traverse les instances de décision et de consultation de cette organisation²⁴. Il dépasse les seuls espaces de l'organisation et de la mise en œuvre d'un projet politique, typiquement évoqué par le fonctionnement en assemblée, et s'étend également aux lieux d'organisation de l'activité économique des projets de travail *productivo*²⁵. Cet espace de réunion se révèle aussi comme un lieu pédagogique de mise en place du projet politique, notamment par la formation des membres et délégués à un fonctionnement « horizontal » dans lequel les hiérarchies reconnues de tous –ici l'autorité de Selma- se voient repoussées. En dépit du fait qu'il s'agit d'une proposition en principe non problématique, c'est l'autorisation de Selma qui déclenche l'intervention des autres membres. Les possibilités de développement d'un tel projet semblent fortement reposer sur les capacités de référents à exercer leur autorité avec toute la difficulté de l'effacement. Cette attitude, on la perçoit également au sein des assemblées où les jeunes délégués tentent d'exercer leur rôle sans introduire des hiérarchies permanentes.

Circulation des informations et savoir collectif

La composition hétérogène des participants aux réunions des *productivos* actualise différentes formes de savoir. Ainsi, pendant le traitement de la construction d'un lieu de fonctionnement de l'atelier pour enfants, Lorena rapporte les devis qu'elle a cherchés. Les représentants du *productivo* de peinture, considèrent que l'estimation est coûteuse. Lorena insiste sur le fait que le groupe entend que ce soit bien fait, et non pas que dans un an, tout le travail soit à refaire. Pour elle, la qualité des matériaux est prioritaire. Antonio, un homme proche de la soixantaine, qui ne fait pas partie du *productivo* de peinture, juge que c'est trop cher « on t'a dit n'importe quoi » lance-t-il avec un certain dédain. Lorena, semble habituée à ce clivage, qui condense la fragmentation des âges, du genre et de classe, « oui, bien sûr, je ne sais pas demander un devis » ironise-t-elle. Selma intervient cette fois-ci pour proposer aux *compañeros* de l'atelier de peinture d'en apporter un autre, après tout, dit-elle, « ce sont eux

²⁴ On pourrait rapprocher cette prise de décision par défaut des processus de décision par « consensus apparent ». Urfalino (2007) considère sous cette catégorie les décisions qui sont prises à l'unanimité. L'auteur constate que ces décisions émergent quand il n'y a pas d'opposition explicite. Le dénombrement des voies étant absent, la décision est arrêtée lorsque personne ne s'oppose à la proposition formulée. Il remarque aussi que cette règle n'exclut pas la décision par dénombrement des voies puisqu'elles peuvent être complémentaires. Comme nous le constatons ici, il ne s'agit pas d'un espace de décision au sens fort. Il s'agit plus d'une réunion d'échange d'information. Les décisions prises en assemblée suivent la règle de la majorité.

²⁵ Paula Sombra (2005) étudie le MTD de Solano et relève une utilisation similaire du terme *productivo* éloignée des usages institutionnels. Le terme est ainsi utilisé pour se référer aussi à des activités qui ne produisent pas des revenus.

qui savent ». Lorena donne son accord, mais tient à préciser que le groupe avait décidé de ne pas réaliser un simple blanchiment, « il ne faut pas que les enfants soient tout blanc à chaque fois qu'ils touchent les murs », argumente-t-elle sans se résigner. Ainsi plus que son savoir universitaire, elle mobilise son expérience au sein des organisations et aussi la décision prise par les membres de l'atelier qui semblent autoriser ses paroles. A la fin de la réunion des *productivos*, elle discute avec Raquel, chargée du projet de peinture. Elle la presse pour qu'elle accorde un devis dans le courant de la semaine afin de ne pas retarder les travaux.

Dans cette discussion, on voit Lorena, la jeune militante, une universitaire, proposer un devis pour une activité du secteur du bâtiment, la peinture du local d'un centre culturel pour enfants. Ses connaissances, dans ce domaine, se limitent à son rôle de cliente, plus ou moins expérimentée, elle a en effet déjà réalisé (ou participé à la réalisation de) ce type de travaux dans d'autres projets de l'organisation. Raquel et son camarade, qui sont là habillés avec un t-shirt blanc avec un petit insigne qui signale son activité et appartenance « peinture FPDS », exprime son opinion en regardant son collègue, comme si elle cherchait son accord. Sans être offensive, elle mobilise les connaissances de quelqu'un qui travaille dans le secteur et obtient des prix préférentiels lorsqu'elle achète les matières premières nécessaires à son travail. Antonio va plus loin. Il se permet de se moquer des chiffres avancés par Lorena. Est-ce à cause de son âge ? Est-ce en raison de sa propre expérience dans le bâtiment ? S'agit-il d'une question de genre ? Ou d'une opposition de classe ? Son intervention est, en effet, traversée par plusieurs clivages qui risquent de s'actualiser au sein de mouvement et que les membres se doivent de gérer s'ils ont l'intention de continuer à travailler ensemble. L'intervention de Selma semble s'orienter vers une négociation de la situation. Elle fait semblant d'ignorer les propos d'Antonio. Elle ne lui répond pas directement mais semble prendre en compte le savoir-faire qui est le sien, mais qui est exprimé maladroitement. Elle valorise le savoir-faire des « *compañeros* » de peinture qui, sans avoir des diplômes mais dotés de leur seule expérience, sont considérés comme autant d'experts. De ce fait, les connaissances, les savoir-faire des uns et des autres circulent à l'intérieur de la réunion des *productivos*. Les participants valident différentes formes de savoir. Celles-ci peuvent devenir, si le groupe parvient à surmonter les tensions sous-jacentes et les différents clivages, une forme de savoir collectif. Par la circulation des informations, se produit un savoir collectif qui peut être actualisé à l'intérieur de chaque MTD et de chaque quartier. Ce savoir apparaît au sein des espaces de travail, d'information et de décision et semble légitimer la parole des intervenants.

Les réunions de *productivos* permettent d'encadrer les activités comme relevant de l'économie solidaire en ce qu'elle a de plus spécifique, notamment la capacité des membres à mettre en œuvre des actions par le biais d'un agencement en interne se fondant sur des relations faiblement hiérarchisées mobilisant des catégories d'acteurs différents. « Même s'il n'existe pas une réelle égalité entre les intervenants –soulignent Bévort et Bucolo (2006, 92)-, des relations paritaires peuvent s'établir du fait d'une « mise en dialogue » des différentes parties prenantes. Par le biais de cette régulation négociée, les acteurs de l'économie solidaire participent à la création d'un « espace public autonome ». Bien qu'il existe plusieurs définitions de l'économie solidaire, celle-ci semble particulièrement pertinente concernant notre projet. Toutefois, il convient de préciser ce qui constitue le cœur de notre démarche. Il ne s'agit pas de poser a priori le type de relation établie entre les intervenants dans chaque espace mais, bien au contraire, de trouver les indices qui pourront nous éclairer sur le type de rapport qui est à l'œuvre. En effet, les tensions ne sont pas toujours canalisées –comme le fait ici Selma- et elles peuvent donner lieu à de violents affrontements verbaux.

Au cours de notre recherche au sein des mouvements de *desocupados*, nous avons été confrontés à plusieurs reprises à la question de la « participation » des populations dans la

formulation des initiatives diverses, notamment dans la formulation des politiques sociales les concernant. Plusieurs programmes sociaux créés sous l'influence des organismes internationaux (BM, BID), font de celle-ci une condition sine qua non pour libérer les fonds des prêts utilisés dans leur financement²⁶.

Au fur et à mesure que ces expériences sont mises en œuvre, les membres semblent développer ou valoriser des savoir-faire citoyens, comme l'estime de soi, des compétences nécessaires afin d'exprimer des points de vue critiques, une relative familiarité avec l'information et le fonctionnement institutionnel etc., dont sont dépourvus les « clients » qui demeurent redevables envers les médiateurs des partis politiques. En fonction de ces matériaux, il semble pertinent de se demander dans quelles conditions la participation installe-t-elle dans l'espace public des arguments qui modifient le sens commun des acteurs et dans quelle mesure produit-elle une culture du débat public ? Cette brève présentation permet d'illustrer des formes d'organisation précises qui sont mises en place sous principes généraux tels que l'autogestion ou l'autonomie. L'action des organisations des *desocupados* étudiées ici semble s'orienter vers l'Etat, pour exiger des ressources, vers les habitants et voisins, pour obtenir leur solidarité et garantir une certaine légitimité. La participation dans ces espaces collectifs semble transformer les objectifs des membres qui parviennent à formuler des « causes » plus générales que leur propre besoin personnel. Le droit au travail, le travail digne ou le changement social semblent des sujets qui rendent légitime l'action collective et le processus de responsabilisation.

Dans un article sur la situation de travail et l'espace public, Christophe Dejours argumente sur le rapport entre ces deux termes. Il met en évidence l'importance du travail comme un espace qui conjugue les problématiques subjectives et sociales. Egalement, le travail soulève des questions éthiques en rapport avec la discussion sur l'espace public. L'analyse des lieux de travail permet ainsi de comprendre pourquoi un espace de discussion est nécessaire. Son enquête révèle que ce dialogue ne se constitue pas forcément dans un cadre institutionnel, mais dans les occasions informelles supposées vouées exclusivement à des échanges de convivialité ordinaire où, en fait, fonctionne « une publicité bien tempérée ».

Des enjeux relatifs au travail « bien fait » soulèvent dans notre terrain des questions qui ont trait à l'identité, à la justice et à l'équité. Ils sont engagés dans le fonctionnement des organisations, dans les espaces d'information et dans la pratique du travail autant que dans les assemblées. Bien que celles-ci soient érigées –par les militants, mais également par les études sociologiques- comme la forme de décision horizontale par excellence, nous constatons qu'elles sont tributaires d'une pédagogie sur la légitimité des prises de paroles qui apparaît comme le critère de fonctionnement à l'extérieur de celles-ci.

La mise en pratique des espaces de discussion à l'intérieur des MTD semble générer des conséquences sur les individus qui y participent et sur leurs capacités dans l'espace local. Plus difficile est de constater leurs conséquences dans l'espace public au sens strict, notamment compte tenu du clivage entre membres et non-membres des MTD, même au sein d'une famille. En effet, la légitimité des MTD dans l'espace public, leur action et prises de parole ne semblent pas acquises. Néanmoins, lorsque les membres des MTD voient leurs préoccupations relayées par les débats publics, à l'extérieur des organisations, et en

²⁶ Les prêts sont conditionnés à la réalisation des réformes plus globales sur les formes d'intervention de l'Etat. Celui-ci doit assurer une contrepartie. D'une certaine manière, les bénéficiaires des programmes sociaux sont inclus dans ce même type de rapport et ils doivent assurer une contrepartie de « travail » afin d'accéder au programme.

confrontation avec des voisins, il semble qu'ils s'engagent vivement dans la discussion publique et dans la légitimation de leur action. Ils semblent parvenir à formuler des « causes » plus générales capables d'inscrire des transformations institutionnelles notamment sur la responsabilité de l'Etat à donner des réponses face au chômage ainsi que sur le fonctionnement des PTT.

Bibliographie citée :

Arendt, Hanna ; Condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Levy, 1983, 406 p.

Becaria Luis et Lopez, Nestor, Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina, Bueos Aires, ed Losada, 1996.

Bévort, Antoine et Bucolo, Elisabetta, *Economie sociale et capital social* in Dictionnaire de l'autre économie. Laville, J-L et Cattani, A. (dir) Paris, Folioactuel, 2006.

Boyer, Robert et Julio C. Neffa (coords.) La economía Argentina y su crisis (1976-2001): visiones institucionalistas y regulacionistas. Miño y Davila, CDC, CEIL-PIETTE CONOCET, Buenos Aires , 2004.

Cottureau, Alain, « *Esprit public* » et *capacité de juger*, in Pouvoir et légitimité, Raisons pratiques/3, Paris, EHESS, 1992.

Dejours, Christophe, *Pathologie de la communication*, in Pouvoir et légitimité, Raisons pratiques/3, Paris, EHESS, 1992.

Hirata et Kergoat, D., *Rapports sociaux de sexe et psychopathologie du travail* 131- 163 in Dejours, Christophe, L'évaluation du travail à l'épreuve du réel, Paris, Edition INRA, 2003.

Métayer, Michel, « Vers une pragmatique de la responsabilité morale » in Lien social et politique -RIAC, 46, automne 2001, pp. 19- 30.

Neffa, J. (coord.) Panigo, D., Pérez, P. Giner, V. [2005], Actividad, empleo y desempleo: conceptos y definiciones, CEIL-PIETTE/CONICET, Miño y Davila, 160 p.

Sombra, Paula, *Les dimensions idéologiques d'un mouvement de chômeur : le cas du MTD de Solano*, IHEAL, Mémoire de DEA, Paris, 2005.

Svampa, Maristella et Pereyra, Sebastián, *Les dimensions de l'expérience piquetera: tensions et cadres communs dans l'organisation et la mobilisation des chômeurs en Argentine*, in Revue Tiers Monde, vol. XLV, n° 178, Paris, avril-juin 2004, p. 419-441

Urfalino, Philippe, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », Revue européenne des sciences sociales, XLV-136, p 47-70, 2007.